

Simon Bolivar ou l'échec du *Libertador*

Philippe Conrad

Historien, rédacteur en chef de la Nouvelle Revue d'Histoire

« [...] Vous savez que j'ai eu le pouvoir pendant vingt ans et je n'en ai tiré que quelques conclusions sûres. Premièrement, l'Amérique est ingouvernable pour nous. Deuxièmement, celui qui sert une révolution laboure la mer. Troisièmement, la seule chose que l'on puisse faire en Amérique est d'émigrer. Quatrièmement, ce pays tombera infailliblement entre les mains de la foule déchaînée de petits tyrans presque trop petits pour qu'on les remarque, de toutes couleurs et de toutes races. Cinquièmement, dévorés par tous les crimes et abattus par la férocité, nous serons méprisés par les Européens qui ne daigneront pas nous reconquérir. Sixièmement, s'il était possible pour une partie du monde de retourner au chaos primitif, l'Amérique le ferait [...] »

Ces lignes terribles sonnent comme le glas d'une grande espérance et signifient l'échec de l'immense projet, du rêve démesuré caressé par Simon Bolivar quand, depuis Baranquilla, il les écrit à un ami en septembre 1830, trois mois avant sa mort. Philippe Conrad, historien, nous explique ici comment celui qui s'était voulu le Washington et le Bonaparte de l'Amérique hispanique ne put que constater, au soir de sa vie, l'effondrement des puissantes ambitions qui avaient été les siennes. Bravant fatigues et dangers, il avait cherché à construire un nouveau monde américain débarrassé de la tutelle d'une métropole dont l'autorité était devenue insupportable à l'aristocratie créole de la Nouvelle Espagne, de la Nouvelle Grenade, du Pérou et de la vice-royauté de La Plata...

Premiers voyages d'un jeune aristocrate créole

Né à Caracas en 1783, Bolivar était issu d'une lignée identifiée en Biscaye dès le Xe siècle et ses ancêtres étaient venus s'installer au Venezuela à la fin du XVIe siècle. Héritier d'une riche famille de l'aristocratie créole, le jeune Simon est orphelin à dix ans et placé sous la tutelle de son oncle Carlos de Palacios. Un capucin, le père Andujar, et un jeune précepteur, Andrés Bello, lui apprennent les mathématiques, la géographie, le latin et le français mais l'adolescent subit surtout l'influence de Simon Rodriguez Carreno. Cet esprit rebelle l'initie aux idées nouvelles qui bouleversent alors les croyances et les représentations jusque là admises par les sociétés de l'Europe traditionnelle.

Le jeune propriétaire de l'hacienda San Mateo est tout juste âgé de seize ans quand il entreprend de réaliser, en Amérique et en Europe le « tour » qui doit lui permettre de découvrir le monde et de compléter sa formation. Embarqué à La Guaira, il gagne Vera Cruz et visite le Mexique avant de séjourner à La Havane et de faire voile vers l'Europe. Débarqué sur les côtes basques d'où ses ancêtres étaient partis à la conquête des richesses des Indes occidentales, il se rend à Madrid pour y être accueilli par un oncle maternel. Reçu à la Cour, il fréquente les palais d'Aranjuez et de La Granja avant de prendre la route de Paris, où il arrive au début de 1802, au moment où vient d'être

signée l'éphémère paix d'Amiens. Il est séduit par la capitale française mais retourne rapidement en Espagne pour y épouser en mai 1802 Maria Teresa Rodriguez de Toro et repartir avec elle pour le Venezuela. Cette union ne dure que huit mois car une « fièvre maligne » emporte la jeune épouse. Inconsolable, Simon s'embarque de nouveau pour l'Europe, après avoir vendu une partie de ses biens.

Le second voyage en Europe et le serment sur l'Aventin

Il débarque à Cadix où il est admis au sein de l'une des loges maçonniques qui inspireront la constitution libérale espagnole de 1812. Curieux de tout, il s'intéresse à cette société de pensée au sein de laquelle il sera reçu maître – à Paris, en 1804 – mais il garde en même temps sa liberté de jugement à propos de « cette vieille association, qui compte dans ses loges quelques hommes de mérite, assez de fanatiques, beaucoup de trompeurs et encore plus d'imbéciles trompés [...] tous ces maçons qui ressemblent à de grands enfants jouant avec des signes, des simagrées, des mots hébraïques, des rubans et des cordons... »

Revenu à Paris, il y rencontre en septembre 1804 le baron Alexandre de Humboldt de retour de son fameux voyage dans « l'Amérique équinoxiale ». Son séjour sur les bords de la Seine est également l'occasion de contacts avec Laplace, Gay-Lussac ou Cuvier qui comptent parmi les savants les plus fameux du moment. Dans le salon d'une lointaine cousine mariée en France, il rencontre l'acteur Talma et Eugène de Beauharnais mais aussi madame de Staël et madame Récamier. Il dépense et s'amuse beaucoup mais, informé de la présence à Vienne de Simon Rodriguez Carreno, il appelle auprès de lui son ancien précepteur et tous deux s'indignent de voir Bonaparte instaurer l'Empire et devenir ainsi « un tyran hypocrite, l'opprobre de la liberté... »

On ne sait avec certitude si Bolivar assista au sacre de décembre 1804 mais il est là quand l'Empereur des Français devient roi d'Italie en ceignant, quelques mois plus tard à Milan, la couronne de fer des souverains lombards. Il visite ensuite Vérone, Vicence, Venise, Padoue, Florence et, enfin, Rome où, en août 1805, âgé de vingt-deux ans, il prête sur l'Aventin le fameux serment de libérer l'Amérique du joug espagnol.

Une opinion éclairée, prête à la révolte

Rentré au Venezuela, il y retrouve l'aisance que lui vaut sa situation de grand propriétaire terrien et attend le moment propice pour mettre en œuvre ses projets politiques. La mainmise française sur l'Espagne et la prétention de Napoléon d'y installer sur le trône son frère Joseph fournissent à tous les mécontents du Nouveau Monde l'occasion espérée. Après avoir proclamé leur refus de reconnaître la nouvelle dynastie et s'être déclarées fidèles aux Bourbons, les colonies d'Amérique vont en effet tenter de profiter de la situation pour obtenir leur indépendance. La victoire des « insurgents » d'Amérique du Nord, l'immense écho de la Révolution française et la proclamation de la République noire d'Haïti ont préparé le terrain dans les opinions éclairées de l'Amérique espagnole. L'année 1810 voit ainsi apparaître plusieurs « juntes » locales qui donnent le signal de la révolte : à Caracas le 19 avril, à Buenos Aires le 25 mai, à Santa Fé de Bogota le 20 juillet, à Santiago du Chili et à Quito en septembre, au Mexique enfin où le curé Miguel Hidalgo lance, le 16 septembre le fameux « grito de Dolores » et se trouve en mesure, un mois plus tard, de menacer Mexico.

La première et éphémère république vénézuélienne

Au Venezuela, le capitaine général Vicente de Emparan a abandonné le pouvoir, le 19 avril, à une junta formée par la municipalité de Caracas. Bolivar, qui a rejoint cette instance, est envoyé à Londres pour y chercher le soutien de l'Angleterre mais Lord Wellesley, qui a la responsabilité du Foreign Office, ne souhaite pas la fin immédiate de l'Empire espagnol, au moment où les troupes anglaises sont alliées, contre les forces françaises engagées en Espagne, à celles de la junta de Cadix qui n'envisage pas une remise en cause du statut des vice-royautés d'Amérique du Sud.

Bolívar regagne alors le Venezuela en compagnie de Francisco de Miranda, le vieux pionnier des luttes indépendantistes, qui a vainement cherché en Europe, au cours du quart de siècle précédent, les soutiens nécessaires à l'émancipation latino-américaine.

Le 5 juillet 1811, un congrès réuni à Caracas rompt tout lien avec l'Espagne et proclame l'indépendance. La première République vénézuélienne qui est alors constituée ne durera qu'un an. Miranda est proclamé dictateur et généralissime mais les « royalistes » demeurés fidèles au gouvernement de la métropole et commandés par Monteverde viennent à bout des « rebelles » et Bolívar ne peut conserver la forteresse de Puerto Cabello dont il a reçu le commandement. Vaincu, Miranda est prêt à capituler, contre l'assurance que la constitution de Cadix sera étendue au Venezuela. Ce qui est perçu comme une « trahison » par Bolívar qui l'arrête. Livré à Monteverde et envoyé à Cadix, le grand précurseur des indépendances latino-américaines y mourra en prison en juillet 1816.

La réaction royaliste triomphe et Bolívar se réfugie à Carthagène d'où il lance un Manifeste aux habitants de la Nouvelle Grenade, dans lequel il critique l'éphémère première République vénézuélienne, victime d'institutions trop fédéralistes selon lui.

La brève victoire du Libertador et l'exil en Jamaïque

Il entend reprendre la lutte et reconquérir le Venezuela en marchant, en mai 1813, sur Merida, Trujillo et Caracas pendant que Santiago Marino débarquera, à l'est, à Cumana. La *Proclamation aux peuples du Venezuela*, lancée en juin depuis Trujillo, précède la victoire de Taguanes et l'entrée victorieuse, le 6 août, dans Caracas, à l'issue d'une campagne conduite sur deux mille deux cents kilomètres et à travers deux cordillères, depuis les rives du rio Magdalena jusqu'à la capitale vénézuélienne où Bolívar reçoit bientôt les titres de capitaine général des armées et de « Libérateur ». La lutte continue car les royalistes contrôlent encore plus de la moitié du pays et les troupes de Bolívar sont battues à Barquisimeto, avant de prendre leur revanche à Araure.

Investi des pleins pouvoirs, le Libertador doit poursuivre, au premier semestre de 1814, une lutte dont l'acharnement ne cesse de croître, les cruautés des uns faisant écho aux mesures terroristes adoptées par les autres. On fusille les prisonniers, on torture ; pour l'un comme pour l'autre camp, il n'y a pas de quartier... Malgré ses promesses, un chef de milices royalistes, le sinistre Boves, fait mettre à mort la garnison de Valencia après qu'elle s'est rendue. Victorieux à Carabobo, les républicains sont vaincus à la Puerta et Caracas est reprise par les royalistes. Lancés à la poursuite de leurs adversaires, ceux-ci dispersent les forces de Bolívar et de Marino à Aragua. Replié à Cumana, Bolívar s'embarque pour Carthagène où il arrive à la fin du mois de septembre 1814. Quand l'un de ses lieutenants, Urdaneta, doit évacuer l'ouest du Venezuela, les royalistes reprennent le contrôle de l'ensemble du pays. Réfugié en Nouvelle Grenade – l'actuelle Colombie –, Bolívar s'empare de Santa Fé de Bogota et espère reprendre l'initiative mais le débarquement d'un corps expéditionnaire espagnol à Santa Marta et l'hostilité du général Castillo qui tient Carthagène le contraignent d'abandonner la partie et après avoir demandé à être relevé de son commandement par le pouvoir dissident établi en Nouvelle Grenade, il s'embarque en mai 1815 pour la Jamaïque à bord d'un brick anglais.

Au moment où les guerres napoléoniennes sont terminées en Europe, l'Espagne peut reprendre le contrôle de ses possessions américaines et le général Morillo conduit victorieusement la reconquête du Venezuela, de Carthagène et de Bogota. Les royalistes l'emportent complètement et la contre-révolution triomphe aisément, avec l'approbation passive de la majeure partie des populations pressées de retrouver la paix civile, si gravement troublée depuis plusieurs années. Réfugié à Kingston, à la Jamaïque, Bolívar échappe à la misère grâce au soutien d'un négociant britannique. C'est l'occasion pour lui de rédiger sa *Lettre de la Jamaïque* dans laquelle il revient sur l'échec de son entreprise et formule le programme sur la base duquel il convient de reprendre la lutte. Il entend rompre définitivement avec l'Espagne, « cette mère dénaturée », dénonce les États-Unis d'Amérique du Nord, « qui n'ont pas fait un pas vers leurs frères du Sud » et affirme que l'aristocratie créole est la légitime propriétaire des pays sur lesquels l'usurpateur espagnol ne doit plus avoir aucun droit. C'est faire peu de cas des « barbares » – Amérindiens autochtones ou

Noirs arrachés à l'Afrique par la traite – qui constituent pourtant la majorité de la population.

Bolívar appelle par ailleurs de ses vœux l'union du Venezuela et de la Nouvelle Grenade, en même temps que la formation d'une grande Confédération américaine. Il sollicite, pour réaliser un projet aussi ambitieux, le soutien financier de l'Angleterre, qui s'intéresse depuis longtemps à un marché sud-américain riche de promesses et qui ira jusqu'à lui fournir des troupes...

Vers l'unité du camp républicain

Un an après son arrivée à la Jamaïque, le Libertador, assuré du soutien de l'armateur Louis Brion et de celui d'Alexandre Pétion, le président de la République haïtienne, débarque dans l'île de Margarita pour entamer une nouvelle reconquête. Les premières tentatives ne sont guère encourageantes et nombre de ses anciens seconds refusent de se joindre à lui, quand ils ne l'obligent pas à rembarquer précipitamment et à fuir vers Haïti en août 1816... Il est pourtant le seul en mesure de faire l'unité du camp républicain qui finit par se rassembler derrière lui au cours des mois suivants. De nouveaux venus se sont ralliés à lui, tel ce général Paez, chef de bandes de *llaneros*, cavaliers intrépides affectés à la surveillance des troupeaux de l'intérieur du pays dont la rusticité constituera un atout majeur au cours des campagnes à venir. Rappelé par ses généraux, Bolívar doit cependant compter avec leurs intrigues et leurs trahisons. Il dira d'eux plus tard que « la plupart d'entre eux n'ont d'autre mérite que la valeur brutale qui a été si utile à la République, celui d'avoir tué beaucoup d'Espagnols et de s'être rendus redoutables. Des nègres, des métis, des mulâtres, des blancs, des hommes de toutes les classes qui, aujourd'hui, au milieu de la paix, sont des obstacles à l'ordre et à la tranquillité. Mais ce fut un mal nécessaire... »

À la tête d'une armée de hors-la-loi dont les chefs sont peu sûrs, Bolívar peut compter sur l'appoint d'officiers étrangers : naguère des Français comme Girardot et d'Elhuyar venus poursuivre en Amérique du Sud le combat révolutionnaire, désormais des Anglais comme Hippius, Campbell, Wilson et Gilmore, envoyés par leur gouvernement, avec plusieurs bataillons dont l'engagement se révélera décisif lors des premières batailles. À la fin de 1818, les forces espagnoles de Morillo tiennent solidement la Nouvelle Grenade et l'ouest du Venezuela alors que les lieutenants de Bolívar – Marino, Bermudez et Arizmendi – occupent dans l'est Barcelona, Cumana et l'île de Margarita. Le Libertador et les *llaneros* de Paez contrôlent pour leur part la région des Guyanes et les rives de l'Orénoque où se trouve Angostura, la capitale provisoire de la République vénézuélienne.

Un républicain, mais pas un démocrate

Le congrès qui s'y réunit en février 1819 confirme l'autorité de Bolívar qui, républicain par hostilité à la monarchie espagnole, ne cache pas ses réserves vis à vis de la démocratie: « Quel est le gouvernement démocratique qui a réuni en même temps la puissance, la prospérité et la permanence ? N'a-t-on pas vu au contraire l'aristocratie ou la monarchie cimenter pour des siècles et des siècles de grands et puissants empires ? Y a-t-il un gouvernement plus ancien que la Chine ? L'Empire romain n'a-t-il pas conquis la Terre ? La France n'a-t-elle pas quatorze siècles de monarchie ? Qu'y a-t-il de plus grand que l'Angleterre ? Cependant ces nations ont été et sont encore des aristocraties et des monarchies... Nulle forme de gouvernement n'est aussi débile que la démocratie... Ce sont les anges seuls et non les hommes qui pourraient vivre libres, tranquilles et heureux en exerçant toute la puissance souveraine... Les cris du genre humain sur les champs de bataille et dans les assemblées tumultueuses sont des témoignages élevés vers le ciel contre les législateurs inconsidérés qui ont pensé que l'on peut impunément faire des essais de constitutions chimériques... De la liberté absolue, on descend toujours au despotisme absolu. »

Pour le Libertador, la République n'est possible en Amérique du Sud qu'à la condition d'un pouvoir exécutif très fort – un président nommé à vie, dont les attributions seront celles d'un monarque – et d'un pouvoir législatif exercé par un Sénat héréditaire. Jean Descola, qui fut l'un des grands historiens de l'Amérique espagnole, n'hésitait pas à rapprocher les propos bolivariens

de la formule de Charles Maurras selon laquelle « toutes les républiques du monde se soutiennent par une aristocratie nationale organisée, ou elles succombent... » Au-delà des institutions solides qui lui sont nécessaires, la République de Bolivar devra être fondée sur la vertu et l'on reconnaît là les leçons de Carreno, inspirées de Jean-Jacques Rousseau et des philosophes des Lumières. C'est d'Athènes, de Rome et de Sparte que rêve Bolivar mais celui que le Congrès d'Angostura élit président ne tire son pouvoir que de la rudesse barbare de ses troupes, davantage avides de butin et rebelles à toute autorité qu'elles n'auraient pas choisie qu'inspirées des préceptes des moralistes et des philosophes chers à l'aristocrate créole de San Mateo.

De la République de Colombie...

Fort de l'autorité politique qui lui a été confiée, Bolivar peut penser à la guerre. Il songe depuis plusieurs mois à une manœuvre hardie, susceptible de créer une surprise décisive. À la fin du mois de mai 1819, il se met en route avec quelques milliers d'hommes et remonte le cours supérieur de l'Apure en direction de la Cordillère orientale pour aller attaquer la Nouvelle Grenade. Après deux mois d'une marche épuisante dans les prairies inondées des basses terres ou à travers les sentiers vertigineux qui permettent d'escalader la montagne, malgré le froid et le mal étrange né de l'altitude, c'est une armée de fantômes qui parvient dans la province de Tunja. La combativité retrouvée des *llaneros* et la discipline des unités de la Légion britannique engagée aux côtés des républicains permettent à ceux-ci de remporter le combat du Pantano de Vargas. La proclamation de la loi martiale et de la levée en masse de tous les hommes de quatorze à quarante ans – toute insoumission entraînant l'application de la peine de mort – entraînent une augmentation rapide des effectifs. La ville de Tunja est prise et le général espagnol Barreiro est battu au pont de Boyaca. Dès le 10 août, Bolivar s'empare de Santa Fé de Bogota d'où le vice-roi a fui. En quelques semaines, le Libertador s'est rendu maître de la Nouvelle Grenade.

Au mois de décembre suivant, le Congrès réuni à Angostura vote la création de la République de Colombie, qui réunit Nouvelle Grenade et Venezuela – y compris les territoires du futur État de l'Équateur – et adopte la constitution proposée par Bolivar, qui rétablit alors son autorité sur ses lieutenants, à qui son absence prolongée avait donné de dangereuses ambitions. Les forces royalistes de Morillo contrôlent encore une partie importante du Venezuela et elles peuvent compter sur les renforts que la métropole s'apprête à envoyer outre-Atlantique. Près de cinquante navires et trente mille hommes sont en effet sur le point de quitter Cadix. Ils n'en partiront jamais car le général Rafael Riego, un ancien combattant de la guerre d'indépendance contre Napoléon, déclenche en janvier 1820 un *pronunciamiento* qui oblige le roi Ferdinand VII à rétablir la constitution libérale de 1812 qu'il avait abolie. Pour les libéraux désormais installés au pouvoir à Madrid – jusqu'à ce que l'expédition française conduite par le duc d'Angoulême vienne rétablir en 1823, au nom des puissances de la Sainte Alliance, l'ordre absolutiste – il n'est plus question de poursuivre la guerre contre des insurgés attachés aux mêmes valeurs qu'eux. Ils pensent, avec beaucoup de naïveté, que l'évolution constitutionnelle de l'Espagne lui permettra de sauver ses possessions américaines au nom des convergences idéologiques qui unissent désormais le gouvernement métropolitain et les pouvoirs dissidents apparus dans le Nouveau Monde.

L'erreur d'appréciation est totale et Morillo le comprend bien quand on lui demande de négocier avec ses adversaires. La reconnaissance de l'indépendance de la Colombie et l'engagement « que la guerre entre l'Espagne et la Colombie se fera comme le font les peuples civilisés » – ce qui en dit long à propos des « horreurs de la guerre » propres à ce conflit – sont les conditions posées par Bolivar à la conclusion de l'armistice de Trujillo, qui signifie pour l'Espagne une acceptation du fait établi. La lutte reprend trois mois plus tard et, à la fin du mois de juin 1821, la victoire remportée par les républicains dans la plaine de Carabobo leur ouvre les portes de Caracas. Le général espagnol La Torre perd bientôt Puerto Cabello, Coro et Cumana et le Venezuela tout entier passe sous le contrôle des républicains.

Tout en protestant de sa volonté de demeurer un simple citoyen, Bolivar accepte finalement d'être choisi par le Congrès comme président de la République de Colombie et comme généralissime des armées. Quelques semaines plus tard, les forces combinées commandées par Bolivar et le général

José Antonio de Sucre marchent de Popayan vers Quito et Guayaquil. C'est Sucre qui, par une manœuvre hardie, s'empare de Quito après la victoire remportée à Pichincha. Après Santa Fé de Bogota et Caracas, c'est à Quito que Bolivar fait bientôt une nouvelle entrée triomphale.

... à la libération du Pérou

En juillet, le président de la Grande Colombie est dans le port équatorien de Guayaquil dont la baie et la riche plaine agricole située à l'embouchure du rio Guayas constituent un enjeu important pour le conquérant. La municipalité locale a en effet décidé d'affirmer son indépendance face aux ambitions du nouvel État colombien, alors que José de San Martin, le libertador de La Plata et du Chili, le conquérant du Pérou, ne cache pas ses vues sur ce port important de la côte Pacifique. Les deux hommes se rencontrent et San Martin, fatigué, abandonne le Pérou à son interlocuteur ; le Libertador de la partie méridionale de l'Amérique latine renoncera à tous ses pouvoirs en Argentine deux ans plus tard et gagnera finalement l'Europe où il mourra, en 1850, à Boulogne-sur-Mer. C'est un Pérou en pleine anarchie que San Martin abandonne à Bolivar alors que celui-ci doit compter avec la menace que fait encore peser sur la Colombie le général royaliste Morales.

Débarqué à Callao, le Libertador doit relever un Pérou en ruines, réoccupé aux trois quarts par les forces royalistes. Regroupant les troupes disponibles, il fait venir des renforts de Colombie, franchit les Andes et vient surprendre les forces royalistes à Junin pour leur infliger une sanglante défaite. Alors que Bolivar, laissant à Sucre la direction des opérations militaires, est accueilli triomphalement à Lima, les intrigues de l'un de ses lieutenants, le général Santander, ont amené le Congrès colombien à lui retirer ses pouvoirs exceptionnels et le commandement de l'Armée du Sud. Négligeant ces nouvelles trahisons, Bolivar veut d'abord en finir avec l'armée espagnole du Pérou qui, malgré les revers subis, demeure menaçante. C'est le 9 décembre 1824 que se livre sur l'altiplano andin, dans la plaine d'Ayacucho, la bataille qui décide du sort du Pérou. En deux heures de combat, la cavalerie de Sucre parvient à arracher la victoire et à obtenir la reddition de l'armée royaliste. Le vice-roi du Pérou, quinze généraux, seize colonels, six cents officiers et deux mille soldats sont faits prisonniers. L'armement pris est considérable et prive l'Espagne de toute capacité de réaction ultérieure.

Constitutions et Congrès

Fou de joie à l'annonce de la victoire remportée par son lieutenant – le seul qui lui soit toujours demeuré d'une fidélité absolue – Bolivar annonce la réunion d'un Congrès péruvien et joue de nouveau le rôle du héros désintéressé qui, une fois la tâche accomplie, rêve de redevenir simple citoyen. Une attitude qui, pour légitimer son pouvoir, lui a régulièrement réussi au cours des années précédentes mais qu'il convient d'interpréter comme une manœuvre au moment où, avec l'éclipse de San Martin, se profile peut-être la formation d'un empire dont le vainqueur de l'Espagne pourrait être le monarque. Président de la Colombie, protecteur du Pérou, fondateur – dans le sud-est de ce dernier royaume – d'un nouvel État, la Bolivie, qui porte son nom, en situation de dicter ses volontés à Santiago du Chili et à Buenos Aires, le Libertador, qui a atteint la quarantaine, considère qu'il n'est pas encore au bout de l'œuvre gigantesque qu'il ambitionne de réaliser.

Il propose à la toute jeune Bolivie une constitution, celle d'une république oligarchique dont le président sera nommé à vie, dans laquelle le pouvoir législatif sera réparti entre trois chambres, le pouvoir judiciaire demeurant indépendant des deux autres. Le Congrès bolivien accepte le projet présenté et Sucre est élu président. La constitution bolivienne est ensuite proposée au Congrès péruvien qui l'accepte à son tour et fait de Bolivar le président à vie. Avant même d'avoir obtenu du Congrès colombien l'adoption du même texte constitutionnel, Bolivar rêve déjà, depuis son palais de Lima, de la réalisation de l'unité hispano-américaine et convoque à cette fin à Panama un congrès continental.

L'échec du Congrès pan-américain

Il propose aux nouveaux États de l'Amérique méridionale l'adoption de sept principes fondamentaux : le rejet du recours à la guerre entre les États membres de la future fédération, le refus de toute intervention européenne dans le Nouveau Monde – ce qu'avait déjà formulé en 1823 le président Monroe –, l'institution d'un code civil commun aux différents États concernés, l'abolition de l'esclavage, la garantie de la souveraineté populaire, l'arbitrage obligatoire en cas de conflit entre États-membres, enfin la réunion de congrès périodiques et la création d'une flotte et d'une armée fédérales. Ne viendront à Panama que des délégués du Mexique, du Pérou, de la Colombie et du Guatemala. Les observateurs officiellement envoyés par les États-Unis n'arriveront jamais. L'Angleterre, qui avait annoncé la présence d'un représentant, est en fait hostile à un regroupement continental et préfère appliquer en Amérique latine le *divide ut imperas* que lui commandent ses intérêts économiques. La France de la Restauration, qui n'a toujours pas reconnu l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique s'abstient, de même que le Chili et l'Argentine née sur les rives de la Plata.

Expérience ratée, le Congrès panaméricain de Panama – réuni sur un isthme que Bolivar se plaisait à comparer à celui de Corinthe, siège d'un des plus fameux sanctuaires panhelléniques – se conclut sur un échec mais annonce les tentatives futures mises en œuvre dans le cadre de l'hégémonie nord-américaine, du Pacte de Rio des débuts de la guerre froide à « l'Amérique de l'Alaska à la Terre de Feu » évoquée tout récemment par les derniers occupants de la Maison Blanche. Pendant que Bolivar rêve d'unifier le Nouveau Monde, la Grande Colombie se divise. À Bogota, Santander, qui n'est que vice-président, cherche à imposer son autorité aux dépens de celle de son chef, Guayaquil qui rêve de retrouver son indépendance perdue, Quito supporte mal l'autorité de Bogota et, au Venezuela, Paez a établi dans l'est du pays un pouvoir quasi autonome. Bolivar rentre à Caracas et réunit à Ocana une convention qui doit modifier la constitution colombienne.

La fin du Libertador-Présidente

À l'issue de deux mois de vains palabres, la convention est dissoute et la Colombie se retrouve sans gouvernement et sans constitution mais le « pays réel », celui des notables locaux las de l'anarchie, fait appel à Bolivar qui prend alors le titre de *Libertador-Présidente*. Soucieux de briser le désordre grandissant, Bolivar recherche l'alliance de l'Église catholique, châtie impitoyablement les bandits de grand chemin et les agitateurs en tout genre, impose une discipline de fer à une armée nostalgique des campagnes de la guerre de libération, ferme les loges maçonniques transformées en foyers d'opposition par l'aristocratie locale attachée à ses privilèges. Des mesures énergiques sont également prises pour relancer la vie économique. Envoyé à Washington comme ambassadeur, Santander garde encore de nombreux partisans hostiles au président et celui-ci échappe même de peu à un attentat. Il a cependant fixé au 2 janvier 1830 la fin de sa « dictature » et mesure son impuissance à maîtriser les forces centrifuges qui menacent la Grande Colombie.

Il a décidé de transmettre le pouvoir à son ami Sucre, le vainqueur d'Ayacucho, mais celui-ci est assassiné peu après à proximité de Pasto. Cette disparition aggrave l'état de santé de Bolivar qui souffre de la tuberculose et s'apprête à mourir, désespéré de n'avoir pu installer dans la durée l'œuvre gigantesque réalisée au cours de ses vingt dernières années. Espérant, dans son testament, que « sa mort contribuera à faire disparaître les discordes », il s'éteint le 17 décembre 1830 après avoir reçu les derniers sacrements, administrés par un modeste curé indien.

Philippe Conrad

Octobre 2002

Copyright Clio 2019 - Tous droits réservés

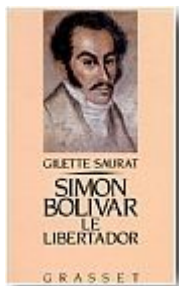
Bibliographie



Les libertadors. L'émancipation de l'Amérique latine. 1800-1830
Jean Descola
Fayard, Paris, 1978



Bolivar (2 volumes)
Salvador de Madariaga
Calmann Lévy, Paris, 1959



Simon Bolivar, le libertador
Gillette Saurat, Marie-France Saurat
Grasset



Naissance d'un monde, Bolivar et ses peuples
Waldo Frank
Gallimard, 1953



Le libérateur Bolivar, une étude sur l'Indépendance de l'Amérique latine
Carlos Parra-Perrez
Nouvelles Éditions Latines, 1954